

Aux origines de la violence islamiste en Algérie : à propos de quelques tentatives d'approche*

Hassan REMAOUN

Université d'Oran et CRASC**

Le terrorisme se réclamant d'une légitimité islamiste aura depuis une décennie notamment (1992-2002) marqué l'Algérie de façon indélébile ceci par une atrocité qui dépasse l'imaginable, et une répression il est vrai sans merci, au point où un travail de propagande habilement mené a parfois pu semer la confusion à propos des véritables bourreaux en manipulant des pans de l'opinion publique à travers l'indécente question (réponse) « qui tue qui ? ». Décrire ce processus d'ensemble, ne relèvera cependant pas de notre propos ici, lequel portera en premier lieu sur les analyses explicatives avancées à propos de ce phénomène.

L'hypothèse que nous essaierons de développer, est que si certaines thèses qui ont été avancées peuvent contribuer à éclairer les origines d'un pareil fait social, elles sont chacune prise isolément, à travers une approche de type moniste, incapables de rendre compte d'une situation elle-même provoquée par une conjoncture complexe et qui nécessite des investigations plus profondes. De manière plus formalisée nous pouvons remarquer que l'explication par le monisme peut faire appel au passé historique de l'Algérie, au fonctionnement actuel de l'Etat national et de la société (de 1962 à nos jours) ou encore au contexte international.

1. Les explication se référant au passé historique

La référence au passé de l'Algérie est souvent convoquée pour éclairer les horreurs du présent et différents arguments sont à ce propos avancés. On en citera trois qui sont plus ou moins redondants.

* Intervention au colloque international sur le terrorisme, Alger 26-28 octobre 2002)

** Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle, Oran.

- √ La culture patriarcale et la théorie de la segmentarité¹ sont parfois présentés comme des invariants de la société algérienne. Héritées des périodes les plus reculées, elles sont censées constituer la principale entrave à l'émergence de nouveaux rapports dans le pays basé sur un contrat social et une véritable citoyenneté tels que définis par la philosophie politique classique. L'Etat de nature tel que supposé dans les écrits de Thomas Hobbes² par exemple et marqué par l'insécurité et la guerre perpétuelles, caractériserait à la limite la société algérienne actuelle.
- √ Sans se référer explicitement à une pareille théorie certains auteurs mettent par ailleurs l'accent sur la permanence des manifestations de violence dans le pays. On remontera à ce propos à la Guerre de libération, à la colonisation et plus loin encore à la période pré-coloniale. Ainsi aurait été rendue possible « l'accumulation historique d'un savoir-faire en matière de gestion de la dissidence armée »³, la violence faisant « partie intégrante de la culture de l'Algérie depuis fort longtemps »⁴ et ce d'autant plus que « Depuis le XVI^{ème} siècle Ottoman, le pays est toujours resté une société militaire »⁵.
- √ L'histoire est de même invoquée pour expliquer l'émergence de l'islamisme trop vite assimilé au référent identitaire religieux et culturel qui caractérise les populations du Monde musulman. Après le combat qui aurait mené aux indépendances politiques, puis l'ère des nationalisations qui ont touché l'économie, le phénomène islamiste, constituerait en quelque sorte « le troisième étage de la fusée décolonisation »⁶, celui qui permettrait de mener à la libération idéologique par un retour en force à une identité héritée des ancêtres. **De même il constituerait**, l'effet d'une sorte de rejet **d'un type** d'Etat importé d'Occident via la colonisation, et dont la greffe se serait avérée problématique en terre musulmane⁷.

Il ne s'agira nullement pour nous de contester ici l'éclairage que peuvent apporter ces différentes approches à la situation algérienne. Appréhendées isolément et sans la prise en ligne de compte d'autres déterminants, elles peuvent s'avérer caduques parce que généralisables à toutes les sociétés

¹ Cf. – Mahfoud Bennoune : « Les fondements socio-historique de l'Etat algérien contemporain » in Ali El Kenz (sous la direct. de) L'Algérie et la modernité (Dakar, Ed. du Codesria, 1989).

- Ahmed Rouadjia : « La violence et l'histoire du mouvement national algérien » in Peuples méditerranéens (n° 70-71, janv-juin 1995).

² Cf. à ce propos Fadéla H. Benzaoui : « Actualité du Léviathan » in Insaniyat (n° 10, janv-avril 2000)

³ cf. Luis Martinez La Guerre civile en Algérie (Paris Ed. Karthala, 1998) et l'article de même titre in « Bulletin du Codesria » Dakar n° 3-4, 1998.

⁴ Bruno Etienne in Peuples méditerranéens (n° 70-71, janv-juin 1995).

⁵ Omar Carlier Entre nation et Jihad, Histoire sociale des radicalismes algériens (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris 1995).

⁶ Cf. François Burgat L'islamisme en face (Editions, La Découverte, Paris 1995).

⁷ Cf. Bertrand Badie L'Etat importé. L'Occidentalisation à l'ordre politique (Fayard, Paris 1992).

humaines⁸. Parmi ces dernières il est difficile de trouver celles dans un passé même parfois assez récent, qui n'ont pas été marquées par des rapports de segmentarité et de violence, ou même de transformations plus ou moins acceptées ou subies dans les domaines identitaire et structurel. Entre les différentes périodes du passé, et celles-ci et le présent, il peut certes y avoir des éléments de continuité « mais en aucun cas une filiation marquée par la fatalité »⁹, ce qui nous ferait retomber dans l'explication téléologique et le mythe de l'éternel recommencement.

2. Les approches qui s'appuient sur le fonctionnement depuis 1962 de l'Etat national et de la société

Il existe de même un certain nombre d'approches de la violence actuelle en Algérie qui ciblent en premier lieu le fonctionnement de la société et de l'Etat algérien dans leur facture actuelle, c'est à dire depuis l'indépendance du pays (en 1962) et jusqu'à nos jours.

Parmi les arguments redondants on pourra citer un comportement despotique de l'Etat national, longtemps marqué par le système du parti unique et l'hégémonie de l'armée sur l'Etat et la société. Il existe à ce propos une littérature abondante aussi bien antérieure que postérieure à 1992¹⁰, et qui vise à accuser l'Etat et les pouvoirs publics d'être à la source de l'essentiel des violences ayant cours en Algérie.

Ainsi pour certains « Le GIA n'existe pas » ou ne constituerait que « des maquis ... de l'armée » ou encore des « groupes activistes indépendants ... issus des nécessités d'une auto défense des quartiers populaires soumis à un harcèlement militaire et policier »¹¹.

L'Etat est mis en accusation aussi à propos de la corruption qui caractériserait la société algérienne depuis les années 1980 et ses lots d'injustice sociale et paupérisation¹², la violence terroriste ne constituant qu'une réaction à ce contexte d'ensemble. D'autres auteurs enfin et sans aller aussi jusqu'à attribuer à l'Etat national et aux forces de sécurité les crimes terroristes,

⁸ A moins que de considérer avec l'Ecole d'Alger (période coloniale) que le Nord africain et notamment les algériens sont caractérisés par « une impulsivité criminelle ». Frantz Fanon écrivait à ce propos dans : Les damnés de la terre : « L'Algérien vous dira-t-on a besoin de sentir le chaud du sang, de baigner dans le sang de la victime ».

⁹ cf. Hassan Remaoun « La question de l'histoire dans le débat sur la violence en Algérie » in Insaniyat (n° 10, janv-fév 2000).

¹⁰ Reporters sans frontière et les éditions La Découverte se sont spécialisés dans ce genre d'écrits.

¹¹ Rabha Attaf dans Les Cahiers de l'Orient (n° 36-37, 1994-1995).

¹² Cf. Hadjadj Djillali Corruption et démocratie en Algérie (Paris, la Dispute, 1999) et Rachid Tlemçani, Etat, Bazar et Globalisation : l'aventure de l'infithah en Algérie (Alger Ed. El Hikma, 1999).

considèrent que leur responsabilité est grande dans la diffusion en Algérie de l'idéologie islamiste, à travers ses tentatives d'instrumentalisation, voire de manipulation du sentiment religieux. Ceci transparaîtrait à travers sa gestion des lieux de culte, et de l'école qui auraient fini par constituer un terreau favorable à l'islamisme, les politiques institutionnelles dans le domaine de la mémoire collective et sur le plan linguistique et même démographique faisant le reste¹³.

Ces différentes approches ont la prétention de s'appuyer en premier lieu sur des analyses traitant de la société algérienne dans son état actuel et peuvent être à plus d'un titre fécondes, surtout lorsqu'elles évitent la perception unilatérale et le plaidoyer Pro Domo qui peut aller jusqu'à nier certes les responsabilités de l'Etat dans sa gestion de la société, mais encore celles des islamistes qui pratiquent ou encouragent idéologiquement le terrorisme.

C'est le cas lorsqu'on cherche à tout prix à légitimer les actions les plus odieuses ou à blanchir les auteurs par le « brouillage » des pistes des assassinats et massacres à travers le « qui tue qui ? » servi à toutes les sauces. La manipulation des faits et la désinformation ont d'ailleurs largement caractérisé la décennie écoulée, et des personnalités des plus critiques s'y sont souvent laissées prendre. L'explication par les causes internes ne peut en tout état de cause qu'être partielle s'il n'y a pas articulation entre « dynamiques locales et dynamiques globales » (en nous référant à Maxime Rodinson).

3. Les explications par le contexte international

La référence au contexte international est de même largement sollicitée pour tenter de déceler les origines de la crise traversée par l'Algérie. Rachid Tlemçani notera à ce propos : « C'est au carrefour de causalité multiples que se tient réellement l'explication de l'émergence et du développement de la violence politique dans lesquels les facteurs exogènes (la dynamique des rapports de force internationaux), au risque de verser dans les absurdités de la thèse du complot, ont été plus déterminants que les facteurs endogènes (culture paysanne archaïque)¹⁴. En effet, la thèse du facteur international peut être corroborée par toute une série de faits apparus à la veille de la crise qui prend forme entre les émeutes d'Octobre 1988 et l'interruption du second tour des élections législatives en janvier 1992. Nous pouvons citer à ce propos l'effondrement du cours mondial des hydrocarbures (à partir de 1986) d'où provenaient les principaux revenus du pays en devises fortes, ainsi que les changements

¹³ Sur toutes ces questions il existe une multitude d'ouvrages et d'articles publiés dans les revues et dans la presse. Pour ce qui est des questions identitaires on pourra se référer notamment à l'ouvrage collectif : Elites et question identitaires (Réflexions, Editions Casbah, Alger 1997).

¹⁴ Cf. de Rachid Tlemçani : « Islamisme/Occident : une approche stratégiques de la violence » in Les Cahiers de l'Orient (n° 36-37, Paris 1994-1995).

intervenues en Europe de l'Est et dans l'ancienne URSS (entre la fin des années 1980 et le début des années 1990), auxquels l'Algérie était liée par un certain nombre d'accords et de relations, ainsi que par une ressemblance avec le système politique qui était en place. Les effets de ce qu'on appelle communément la globalisation (ou mondialisation) avec l'émergence d'un monde unipolaire vont d'ailleurs aggraver la situation économique dans le pays avec les graves retombées sociales et politiques que l'on connaît. L'islamisme qui lui-même constitue un phénomène international et déjà actif dans un certain nombre de pays¹⁵ et qui en Algérie comme dans tout le reste du Monde musulman était en gestation, va d'ailleurs à la même période émerger en force en Algérie au point de dominer l'actualité politique du pays. Les islamistes dont un des leaders Bouyali avait déjà organisé un maquis (dans l'Algérois) durant les années 1980, c'est à dire au moment où Américains soutenaient la lutte anti-soviétique en Afghanistan, vont d'ailleurs par l'intermédiaire d'anciens volontaires **algériens** dans ce pays intervenir le 10 octobre 1988 (guidés par Ali Benhadj) à partir de la Mosquée « Kaboul » de Belcourt (Alger), pour négocier avec un pouvoir complaisant en lieu et place des jeunes qui avaient été les acteurs premiers du Mouvement de 1988. La voie était toute tracée à la fondation (le 10 mars 1989) puis la légalisation du Front islamique du salut (FIS) et les événements qui s'en suivront¹⁶.

Le facteur international constitue donc bien un élément d'explication de la situation vécue en Algérie depuis une décennie, mais sans rendre compte à lui seul de la crise et du fait qu'elle ait pu prendre une si grande ampleur. Il faut donc comme le précise Rachid Tlemçani lui-même en rechercher les spécificités « au carrefour de causalités multiples ».

4. Le terrorisme islamiste, un phénomène aux origines complexes

Le terrorisme apparaît donc comme un phénomène « au carrefour de causalités multiples » et dont l'explication comme pour tout ce qui relève du complexe suppose la prise en ligne de compte de niveaux d'organisation aussi divers que ceux des communautés, des Etats, du marché et de « la société mondiale en voie de constitution »¹⁷. En ce qui concerne le Monde musulman, il faudra intégrer à ce schéma des caractéristiques plus précises encore telles les spécificités ici des rapports Nord-Sud dans un contexte de télescopage sur un même moment historique de Révolutions intellectuelles et sociales **qui**, en

¹⁵ On pourra consulter à ce propos l'ouvrage de Gilles Kepel : Jihad : expansion et déclin de l'islamisme (Ed. Gallimard, Paris 2000).

¹⁶ Différents ouvrages traitent de la période de la montée du FIS. On pourra signaler notamment ceux de Amine Touati : Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir, **l'Harmattan, Paris 1995**.

¹⁷ cf. Jacques Levy : « Du monde à l'individu. La complexité dans les sciences sociales » in sciences humaines, n°47 (février 1995). On pourra se référer aussi dans le même numéro à la contribution d'Edgar Morin.

Occident ont eu tout le temps de se succéder au cours des quatre ou cinq derniers siècles¹⁸.

La crise des nationalismes et de l'Etat-nation et la profonde acculturation au contact de l'Occident d'un fondamentalisme islamiste qui aspirait à prendre leur relève¹⁹, surtout après le reflux des projets socialisants et l'euphorie de l'effondrement soviétique, contribuent d'ailleurs à l'éclairage du tableau d'ensemble. Il faudra cependant s'attarder encore sur les spécificités en Algérie de ce processus pris dans sa globalité. Pourquoi ici le terrorisme islamiste a-t-il pris une si grande ampleur, se déployant dans toute son horreur ?

L'Algérie est sans doute le pays arabo-musulman qui a été le plus marqué par le choc colonial avec un niveau de déstructuration inconnu ailleurs (peut être en dehors de la Palestine), et ce dans un contexte de violence extrême aussi bien physique que symbolique.

L'expropriation au XIX^e siècle de la masse des producteurs agraires appuyée notamment par tout un dispositif juridique (dont le Sénatus-consulte de 1863, la loi Warnier de 1873 et **le** Code de l'indigénat) et leur paupérisation allait épuiser le potentiel de résistance de la société traditionnelle avec notamment ses réseaux confrériques et tribaux qui s'ont condamnés à la marginalisation (d'où la fin des grandes insurrections comme celles dirigées par l'Emir Abdelkader, El Haddad et Mokrani ou Bouamama). A la lisière des XIX^e et XX^e siècles la société algérienne fortement perturbée par la pénétration du capitalisme colonial et la pression d'un fort peuplement d'origine européenne, et démunie de tout véritable projet d'industrialisation susceptible de créer des emplois pour l'excédent de population dans les campagnes, est à la recherche de nouveaux débouchés de subsistance et de repères existentiels. On sait l'impact qu'aura à ce propos l'ouverture de l'émigration en France à partir de la Première guerre mondiale. La création de l'Etoile nord-africaine (ENA en 1926), suivie de celle d'autres organisations en Algérie même, allait donner sa physionomie particulière au nationalisme algérien. Le Mouvement national confronté au refus colonial de toute velléité de réforme du système de domination, va voir triompher en son sein sa fraction radicale qui sera à l'origine de la création du FLN et de l'insurrection du 1^{er} Novembre 1954.

On sait ainsi que l'indépendance du pays ne sera arrachée en 1962 qu'à la suite d'une guerre particulièrement destructrice **et même** meurtrière²⁰. Cette

¹⁸ Hans Tütsch recense à ce propos le Eres de la Renaissance et de la Réforme religieuse entre les XV^e et XVI^e siècles, de la Contre-réforme, des Lumières et fin du libéralisme et du socialisme. cf. Facefs of Arab nationalism (Wayne University Press Detroit, Michigan, 1965).

¹⁹ Cf. à ce propos Olivier Roy : L'islam mondialisé (Ed. Le Seuil, Paris 2002).

²⁰ Il existe une abondante bibliographie qui traite de l'histoire de l'Algérie depuis la colonisation qui commence en 1830 et jusqu'à l'indépendance du pays en 1962. Je ne m'y attarderai pas ici.

histoire coloniale particulièrement marquée par la violence **allait marquer** les mémoires de nombreuses générations. Paradoxalement cependant la génération qui va pourvoir en effectifs le terrorisme islamiste et mis à part quelques leaders, n'a pas connu cette expérience coloniale. Elle a tout au contraire émergé dans le cadre de l'Etat national.

5. L'Etat national et la mouvance islamiste

On a déjà vu, comment dans le contexte des années 1970 et 1980, l'islamisme politique aspirait partout dans le Monde arabe et musulman à se substituer à un nationalisme jusque là dominant, mais en voie d'essoufflement. En Algérie la même tendance s'exprimera pourtant de façon aussi spécifique que l'avait été la colonisation du pays. L'Etat national qui voit le jour ici en 1962, va puiser sa légitimation à la fois dans l'histoire, celle de la Guerre de libération nationale notamment, et dans une politique sociale caractérisée par une large redistribution des ressources économiques rendues possibles par la rente pétrolière. Un véritable consensus national a pu donc pour l'essentiel fonctionner entre les années 1960 et une partie des années 1980, et le pouvoir politique en avait largement bénéficié malgré sa nature autoritaire et le système du parti unique²¹. La fin des années 1980 va cependant être marquée par des éléments de rupture, dont des événements tels l'effondrement du cours des hydrocarbures en 1986, les Evénements d'Octobre 1988, puis la montée du Front islamique du salut (FIS) à partir de 1989-1990 ainsi que l'interruption du processus électoral en décembre 1991-janvier 1992 et l'exacerbation de la flambée terroriste²², allaient constituer autant de repères dans le déroulement chronologique.

En fait, les effets conjugués de l'effondrement du cours des hydrocarbures et de la pression démographique (pour une population totale dont le nombre a plus que triplé depuis 1962), allaient pousser au désengagement de l'Etat sur le plan de la politique économique et sociale, induisant une paupérisation **de larges franges** de la population et la montée du chômage à un taux officiel qui tourne autour de 30%, ce taux étant largement dépassé chez les plus jeunes. Les jeunes qui n'auront plus accès au niveau de vie que leurs parents avaient acquis dans les premières décennies de l'indépendance, vont ainsi vivre une véritable

²¹ On pourra à propos de cette période se référer aux remarques de Ali El-Kenz dans l'ouvrage qu'il a dirigé : L'Algérie et la modernité (Ed. du Codesria, Dakar 1989). Cf. aussi notre intervention au colloque organisé par le RCD les 2 et 3 décembre 1999, et dont les actes ont été publiés sous le titres : Paix, Démocratie et Droit de l'homme, Algérie 2000.

²² On ne reviendra pas ici sur la flambée terroriste durant la décennie écoulée. On pourra cependant se référer aux ouvrages récents de :

- Lies Boukra : Algérie, la terreur sacrée (Ed. Favre, Lausanne-Paris 2002),
- Hassane Zerrouky : La nébuleuse islamique en France et en Algérie (Edition 1 Paris 2002)

frustration et tourner leur mécontentement contre l'Etat et la société accusés de tous les maux et de toutes les injustices. Dans le même moment d'ailleurs les conditions d'une économie de bazar, allient être créées se transformant avec le terrorisme en économie de racket accentuée par l'action des réseaux internationaux qui sous forme « d'impôt islamique » et de quêtes en Occident, au Moyen-Orient ou ailleurs et de **prélèvements** divers allaient permettre de grosses accumulations de richesses.

Par ailleurs la légitimation de l'Etat national par l'histoire n'avait plus de prise sur les jeunes générations qui non seulement n'avaient pas directement connus l'épopée de la Guerre de libération nationale, mais étaient le plus sous l'effet de l'occultation-déformation de tout ce qui avaient caractérisé l'Algérie durant la période coloniale et en premier lieu le Mouvement national.

Le peu d'histoire qu'ils avaient ingurgité à l'école ou ailleurs et dispensé sur le modèle de l'héroïsme guerrier, pouvait laisser supposer chez nombre d'entre eux que le changement social et donc l'issue à la crise ne pouvaient résulter que d'interventions qui useraient de la violence²³.

Les manipulations identitaires opérées depuis l'indépendance sous les auspices de l'Etat national et dans un contexte de massification de l'enseignement se sont traduites par un recul de la pensée critique et la diffusion d'une religiosité dévote, dont allaient profiter les islamistes algériens ou **ceux** venus d'autres pays arabes et qui avaient largement investis le système éducatif²⁴. On comprend ainsi la facilité avec laquelle les réseaux islamistes ont pu recruter en Algérie, et notamment les fameux volontaires pour la guerre d'Afghanistan et dont un grand nombre sera reversé dans les maquis terroristes dans leur propre pays.

6. Terrorisme islamiste, émergence de la citoyenneté et solidarité mondiale

Si le phénomène terroriste apparaît en Algérie à la convergence de causalités multiples, il rappelle par les horreurs dont il a été porteur, d'autres péripétie de l'histoire de l'humanité, ceux qui en d'autres lieux notamment avaient été suscités par ce que la mémoire collective a retenu sous l'appellation de Guerres de religions. Le contexte de notre époque et ses implications sociales et idéologiques sont sans doute assez différents de ceux qu'ils étaient par exemple à la fin du Moyen-âge européen et à l'époque de la Réforme religieuse

²³ cf. à ce propos notre article dans *Insaniyat* n° 10 (janvier-avril 2000) op. cit.

²⁴ cf. notre article « Ecole, histoire et enjeux institutionnel dans l'Algérie indépendante » in *Les temps modernes* (janviers-février 1995) et *Elites et question identitaires* (Réflexions, Casbah-Editions, Alger 1997).

qui avait caractérisé le christianisme en Europe. Mais le problème de l'aggiornamento de l'islam, c'est à dire de son adaptation au Monde moderne et au processus d'émergence de sujets autonomes, se pose avec autant de force et sans doute encore plus d'urgence, qu'auparavant. Plus que jamais la culture démocratique doit faire partie intégrante du paysage du Monde musulman et c'est là le véritable enjeu induit par la crise algérienne. L'Etat national qui a su offrir une nationalité à des Algériens jusque là déchirés entre les statuts de croyants tournés vers les Ummah islamique et de sujets coloniaux, doit faire encore plus en s'érigeant en véritable Etat de droit garant du principe de citoyenneté pour tous et sans discrimination aucune, notamment entre les sexes. Les entraves à la justice sociale, surtout dans un contexte de mondialisation traumatisante et non véritablement assumée dans les pays du Sud de la planète, continueront cependant durant longtemps à contrecarrer un pareil projet. **En fait, si** c'est en Algérie que le terrorisme s'est exprimé depuis une décennie avec un maximum d'horreur, il apparaît de plus en plus que les voies et moyens pouvant mener à son dépassement doivent relever d'interventions diverses et supposant en dernier lieu, l'affirmation d'une mobilisation mondiale orientée plus dans le sens d'une solidarité effective que de la préservation des anciens rapports de manipulation et de domination.